



Communiqué de Presse du 16 Novembre 2011

MCC/GG
11/51

ACCORD IRREALISTE ET IRRESPONSABLE PS / EELV, FIN DU SERVICE PUBLIC DE L'ELECTRICITE

Les partis politiques sont légitimes pour s'exprimer sur les questions énergétiques, tout comme les organisations syndicales. La FNME-CGT souhaite donner son point de vue.

L'accord conclu hier entre le PS et EELV est très bien résumé « Le secteur de l'énergie reviendra au sein du grand Ministère du Développement Durable ». Exit l'Industrie, le secteur sera sacrifié pour privilégier une production locale (!?), les défauts (excusez l'euphémisme) de la libéralisation seront corrigés et l'entreprise EDF sera désintégrée en cassant la cohérence de l'intégration verticale, qui est le meilleur optimum technico économique, en séparant les réseaux de transport et de distribution des activités de production et de commercialisation.

Ajoutons à cela, l'arrêt du Nucléaire (ne nous voilons pas la face, c'est ce que signifie l'arrêt de tout nouveau projet rajouté à la fermeture de 24 réacteurs – dont l'arrêt immédiat de Fessenheim - plus la mise en cause du retraitement) qui fragilisera l'équilibre Production/Consommation et notre indépendance énergétique.

Le bilan économique, écologique, social, de ces décisions, si elles étaient mises en œuvre dans une échéance aussi courte, serait désastreux. Qui paiera les coûts de ces décisions ? Le prix de l'électricité en sera doublé, pénalisant fortement les usagers et notre industrie. Nous ne pouvons penser que ce vaste gâchis industriel serait la balance de quelques postes de députés.

Le secteur énergétique mérite autre chose qu'un vulgaire marchandage électoral. Nous continuerons à réclamer un vrai débat ouvert et transparent sur le sujet, prenant en compte la réponse aux besoins et les contraintes posées par le réchauffement climatique.

Nous regrettons que ceux qui, à juste titre, critiquent la manière non démocratique des décisions prises par le passé, utilisent les mêmes méthodes qu'ils condamnent pour tenter d'imposer des décisions en dehors de tout débat contradictoire.

Nous réitérons notre demande de débat public et démocratique afin que chacun puisse sereinement et objectivement se forger un avis sur la question.

La situation économique et sociale de notre pays mérite bien autre chose qu'un accord de coin de table de quelque parti que ce soit. Les emplois créés dans des filières d'énergies renouvelables et ceux existant dans la filière nucléaire doivent s'additionner et non s'opposer. Les salariés refusent de servir de monnaie d'échange dans un débat politicien qui ne servira in fine qu'à nourrir les extrêmes.

Interlocuteurs :

Contacts Presse :

Marie-Claire CAILLETAUD : 06 17 48 44 79

Laurent LANGLARD : 06 70 30 82 96